

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Environnement

Fiche VRE.02

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Livre V du Code de l'environnement

Article L 512-11 du Code de l'environnement

Articles L 514-1 et suivants du Code de l'environnement

Articles R 511-9 et R 511-10 du Code de l'environnement et annexe

Article R 512-58 du Code de l'environnement

Articles R 513-1 à R 513-2 du Code de l'environnement

Article R 512-46-3 du Code de l'environnement

Article L 514-13 du Code de l'environnement

Article L 514-9 et suivants du Code de l'environnement

Articles R 514-4 et R 514-5 du Code de l'environnement

Décret du 21 septembre 1977 codifié au livre V partie réglementaire

Décret du 20 mai 1953 n°53-578 concernant la nomenclature des ICPE modifié

Loi « risque » du 30 juillet 2003 codifiée

Loi « Air » du 30 décembre 1996 codifiée

Directive IED du 24 novembre 2010

Directive SEVESO III du 4 juillet 2012

Circulaire du 20 février 2013 relative à la mise à disposition sur Internet des documents relatifs aux ICPE

Directive du 16 avril 2014 modifiant la directive concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

Loi du 3 mars 2018 n°2018-148 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

1. ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

1.1 Définition

Est considérée comme une installation classée tout dépôt, chantier et d'une manière générale, toute installation exploitée ou détenue par une personne physique ou morale, publique ou privée qui peut présenter des dangers ou des inconvénients pour :

- La commodité du voisinage ;
- La santé, la sécurité, la salubrité publiques ;

- L'agriculture ;
- La protection de la nature et de l'environnement ;
- La conservation des sites et monuments.

Les installations classées font l'objet d'une réglementation spécifique au titre des articles du Titre Ier du Livre V du Code de l'environnement (parties législative et réglementaire). Les activités concernées sont définies par une nomenclature qui les classe sous le régime de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation en fonction de la gravité des dangers ou inconvénients qu'elles peuvent présenter.

1.2 La nomenclature ICPE

La **nomenclature** des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) évolue régulièrement. L'annexe de **Art. R. 511-9 du code de l'environnement établit la nomenclature** :

- **Colonne A de l'annexe** : constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement proprement dite ;
- **Colonne B de l'annexe** : cette colonne a été supprimée.

La loi de finances pour 2018 a supprimé les composantes de la TGAP s'appliquant aux ICPE fondées sur la délivrance de l'autorisation ou l'exploitation. Cette suppression s'explique par le caractère non-incitatif de cette taxe et la diminution de son montant d'année en année. Une seconde raison à sa suppression peut être avancée : la complexité de recouvrement de cette taxe pour les services en charge de son recouvrement.

Sont ainsi supprimés par la loi de finances :

- Le 8) du I et le 5) du II de l'article 266 sexies du code des douanes ;
- Le 8) de l'article 266 septies ;
- L'article 266 nonies connaît certaines modifications ;
- L'article 266 terdecies est abrogé.

Numérotation	Installations correspondantes
Rubriques dont les numéros sont inférieurs à 1000	Rubriques restantes de l'ancienne nomenclature
Rubriques « 1000 » et suivantes	Substances et mélanges potentiellement dangereux
Rubriques « 2000 » et suivantes	Activités potentiellement dangereuses ou sources de nuisances
Rubriques « 3000 » et suivantes	ICPE soumises à Autorisation et à la directive IED
Rubriques « 4000 » et suivantes (Depuis le 1 ^{er} janvier 2015)	Substances et mélanges dangereux soumis à la directive SEVESO 3

Par exemple :

⇒ **Substances combustibles (1500)**

Rubrique 1532 : Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. Supérieur à 50 000 m³A 1*
2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³E

3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³D

⇒ **Activités agroalimentaire (2200)**

Rubrique n° 2260 - Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.

1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j A 3*

2. Autres installations que celles visées au 1 :

a) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW A 2*

b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW D

**rayon d'affichage exprimé en kilomètres*

⇒ **Activités Traitement et Transformation (3600)**

Rubrique n° 3642 - Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :

1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour A3*

2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an A3*

3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :... A3*

☞ 75 si A est égal ou supérieur à 10 ;

☞ ou $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas.

Où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.

Nota 1 : L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit.

Nota 2 : La présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait.

**rayon d'affichage exprimé en kilomètres*

1.3 Le régime de classement

Le régime de classement est défini en fonction du seuil indiqué dans la nomenclature des installations classées. A partir du moment où un établissement comporte plusieurs installations classées dont l'une est soumise à autorisation, l'ensemble de l'établissement est soumis à autorisation.

Le régime de classement est le critère déterminant pour l'application effective de la loi puisque c'est lui qui détermine le cadre juridique, technique et financier dans lequel l'installation peut être créée ou peut continuer à fonctionner.

Une installation peut être (par ordre croissant de risque pour l'environnement) :

- Une ICPE soumise à déclaration (D) ;
- Une ICPE soumise à déclaration et contrôle périodique (DC) ;
- Une ICPE soumise à enregistrement (E) ;
- Une ICPE soumise à autorisation (A) ;

- Une ICPE soumise à autorisation et à la directive IED ;
- Une ICPE soumise à autorisation et servitude d'utilité publique (AS) (jusqu'au 1er juin 2015). Les ICPE (AS) sont celles soumises à la directive européenne «SEVESO».

1.3.1 D : installations soumises à déclaration ou Classe D

On considère alors que le risque est acceptable moyennant des prescriptions standards au niveau national, appelées « arrêtés types » mais les installations doivent néanmoins déclarer l'activité au préfet. Elles seront soumises aux prescriptions générales édictées dans les Arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux Installations Classées soumises à déclaration.

1.3.2 DC : installations soumises à déclaration avec contrôle périodique

Ceci concerne les installations d'impact et de dangerosité intermédiaire.

1.3.3 E : installations soumises à Enregistrement ou Classe E

Ce nouveau régime correspond au régime d'autorisation mais simplifié. Cela permet donc d'alléger la procédure pour certaines installations.

1.3.4 A : installations soumises à autorisation ou Classe A

Ces installations, plus « impactantes » ou de dangerosité plus grave vis-à-vis de leur environnement, doivent être soumises à autorisation préfectorale. L'autorisation sera alors délivrée à la seule condition que ces dangers et inconvénients puissent efficacement être prévenus par des mesures spécifiées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les prescriptions à suivre seront, bien entendu, plus contraignantes.

En même temps que le dépôt du permis de construire, une étude de l'ensemble des activités et de l'équipement de la future installation devra obligatoirement être réalisée. Ceci, afin de déterminer les mesures prises pour diminuer le risque à un niveau acceptable.

1.3.5 AS : installations soumises à autorisation et servitude d'utilité publique ou dite « Seveso »

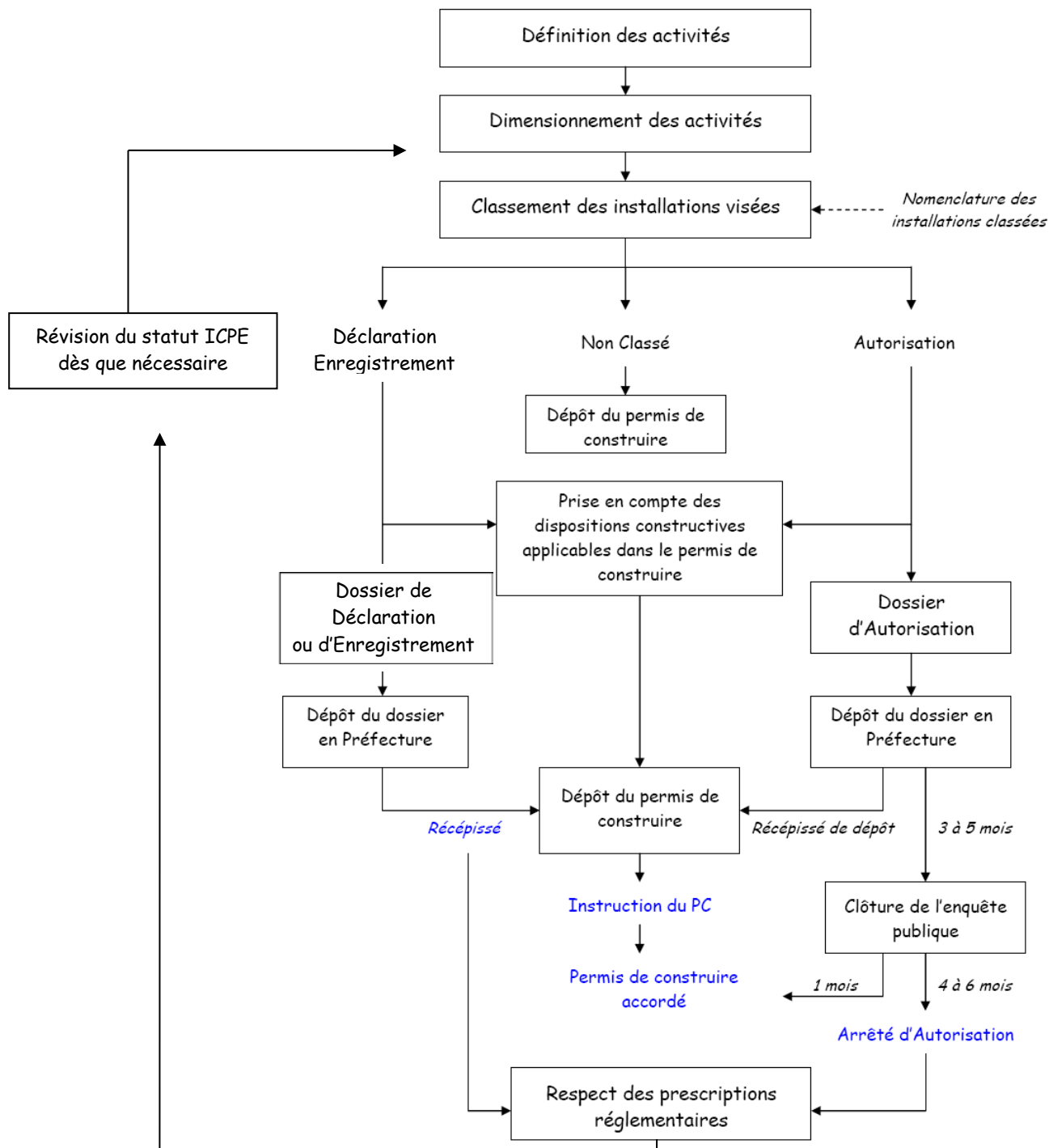
Ceci concerne les installations soumises à autorisation et susceptibles de créer, par danger d'explosion ou d'émanation de produits nocifs, des risques très importants pour la santé ou la sécurité des populations voisines et pour l'environnement. Ces sites sont jugés très dangereux, les prescriptions à suivre sont donc renforcées par des servitudes d'utilité publique (fixation d'un règlement autour du site).

2. Révision du statut

Le statut ICPE de l'établissement est revu lorsque cela est nécessaire :

- En cas de transfert, d'extension ou de transformation des installations, de changements des procédés de fabrication, entraînant des dangers pour l'environnement ;
- En cas de changement d'exploitant pour certaines installations ;
- En cas de remise en service d'une installation après accident ou, sauf en cas de force majeure, après interruption de plus de 2 ans de l'exploitation, ou si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans, sur décision du préfet ;
- Lorsque les activités se sont significativement déployées par rapport à celles déclarées ou autorisées ;
- Lorsqu'une révision de la nomenclature modifie certaines rubriques.

2.1 Schéma résumé de la méthode pour les ICPE déclaration, enregistrement et autorisation



2.2 ICPE soumises à SEVESO III

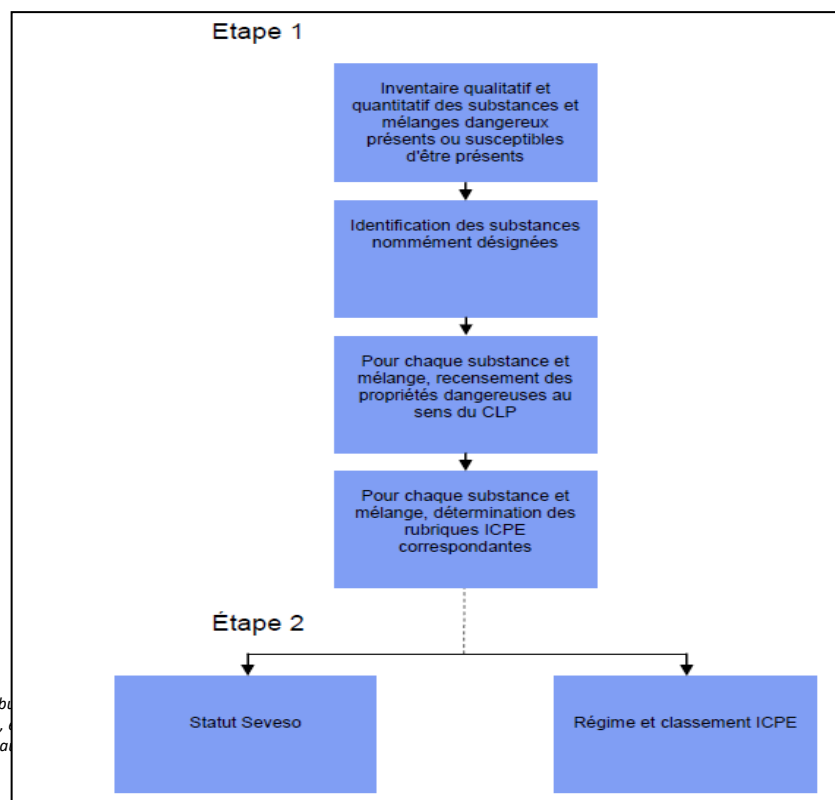
2.2.1 Principe de classement

Le classement s'effectue en deux étapes.

1. Une première étape consiste à **établir l'inventaire des substances et mélanges dangereux** susceptibles d'être présents dans l'installation, notamment les substances nommément désignées, ainsi que leurs propriétés dangereuses et les rubriques de la nomenclature qui doivent être considérées.

Rubriques 4xxx	40xx	Définition générale Rubrique 4001 (seuils bas et haut par cumul)
	41xx	Toxiques (cat. 1, cat.2, cat. 3) Toxicité spécifique pour les organes cibles (STOT)
	42xx	Explosibles
	43xx	Inflammables (gaz, aérosols, liquides)
	44xx	Substances auto-réactives Peroxydes organiques Solides et liquides pyrophoriques Solides, liquides et gaz comburants
	45xx	Dangereux pour l'environnement (aigus Cat 1, chroniques cat 1 et 2)
	46xx	Autres dangers Seveso Substances réagissant violemment au contact de l'eau (EUH 014), dégageant des gaz inflammables, dégageant des gaz toxiques (EUH029) en cas de contact avec l'eau
	47xx	Substances nommément désignées
	48xx	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses Gaz à effet de serre fluorés règlement n° 842/2006/CE ou substances appauvrissant la couche d'ozone (règlement n° 1005/2009/CE)

2. Une seconde étape consiste, sur la base de l'inventaire réalisé en première étape, à **déterminer le statut Seveso** de l'établissement, ainsi que régime et le classement ICPE des installations.



Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 27/01/2016

es, mais
n. Seuls

2.2.2 Catégorie d'établissement

Des mesures spécifiques sont données aux **installations soumises à autorisation dites « Seveso »**, qui sont des établissements soumis à servitude (AS), ces mesures ont été données par :

1. **Directive « Seveso I » du 24 juin 1982**, révisée en 1987 : mesures pour prévenir les accidents majeurs et recensement périodique d'informations auprès des industriels pour transmission à la Commission de la CEE ;
2. **Directive « Seveso II » du 9 décembre 1996 abrogée**, cette directive s'est substituée à la directive de 1982, traduite en droit Français par les décrets du 28 décembre 1999 et 20 mai 2000 et arrêté du 20 mai 2000 (dernièrement modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005) ;
3. **Directive dite « Seveso III » n°2012/18/CE du 4 juillet 2012** relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE dite « Seveso II » du Conseil. Elle est entrée en vigueur le **1er juin 2015**.
 - 2 catégories d'établissements :
 - Seveso à risques = Seveso seuil bas
 - Seveso à haut risques = Seveso seuil Haut
 - Pièces demandées notamment :
 - **Seveso Seuil bas (arrêté modifié du 29 septembre 2005)**
 - Obligation de définir une Politique de Prévention des Accidents Majeurs (PPAM) ;
 - Informer le personnel sur cette politique ;
 - Contrôler l'application de cette politique ;
 - Information des ICPE voisines susceptibles d'être affectées.
 - **Seveso Seuil haut (articles R. 512-6 et R.512-9 du code de l'environnement)**
 - Réactualisation des études de dangers **tous les 5 ans** ;
 - Mise en œuvre de système de gestion de la sécurité (SGS) comprenant des procédures ;
 - Des études de risques spécifiques réalisées par une tierce expertise obligatoire ;
 - Organisation des secours :
 - Plans ORSEC ;
 - Plans d'urgence (POI, PPI, PSS).

Nota 1 : Pour les installations classées AS (Ets Seveso Seuil haut), une étude de dangers approfondie mise à jour tous les cinq ans doit comporter une description des mesures d'ordre technique, propres à réduire la probabilité et les effets des accidents majeurs, ainsi que les mesures d'organisation et de gestion pertinentes pour la prévention de ces accidents et la réduction de leurs effets. Elle intègre un document qui devra décrire la politique de prévention des accidents majeurs et une synthèse du SGS.

*Nota 2 : Concernant les établissements "Seveso", l'arrêté du 10 mai 2000 modifié par arrêté du 14 décembre 2011 est remplacé par l'arrêté du 26 mai 2014, il sera abrogé au 1^{er} juin 2015, celui-ci prévoit que l'exploitant procède au recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement. Le recensement fait l'objet d'une **actualisation tous les 3 ans**. Le nouvel arrêté prévoit de nouvelles dispositions relatives au contenu des études de dangers et des analyses de risques des accidents majeurs.*

La nouvelle directive de juillet 2012 a pour objectif :

- la prise en compte des règlements REACH et CLP ;
- Le renforcement des dispositions sur l'information du public et son association aux décisions pour être en accord avec la convention d'ARRHUS. Constitution sur Internet d'un vivier d'information

(substances stockées, risques associés, comportement à adopter en cas d'urgence, date de la dernière inspection et lieu où l'on peut se procurer le CR, coordonnées des personnes en charge du plan d'urgence) ;

- Modifications sur l'étude des dangers, le SGS, la PPAM, et les plans d'urgence.

3. Sanctions pénales et administratives

Il existe deux types de sanctions indépendantes l'une de l'autre : les sanctions pénales et les sanctions administratives. Les deux types de sanctions peuvent être appliqués simultanément.

Les infractions sont constatées le plus souvent par les inspecteurs des installations classées qui dressent des procès-verbaux adressés au préfet et au procureur de la République.

3.1 La responsabilité pénale des personnes physiques

La responsabilité pénale des personnes physiques pèse sur les dirigeants, patrons individuels, gérants ou présidents-directeurs généraux de société et sur les personnes ayant reçu une délégation de pouvoir, sous certaines conditions.

Quelles sont les peines encourues ? (A = Amende / P = Prison)

Infractions	Peines pour la 1ère infraction	Récidive
Mise en service d'une installation de classe A sans autorisation	A : 75 000 euros P : 1 an au plus	A : 150 000 euros P : 2 ans au plus
Mise en service d'une installation de classe E sans enregistrement	A : 1 500 euros au plus	A : 1 500 euros au plus
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en service d'une installation de classe D sans déclaration ➤ Non-respect des prescriptions techniques imposées ➤ Omission de déclarer les modifications ou extensions ➤ Omission de déclarer le changement d'exploitant ou la fin de l'exploitation ➤ Omission de déclarer les accidents ou incidents de fonctionnement ➤ Non-remise en état du site après exploitation 	A : 1 500 euros au plus	A : 1 500 euros au plus
Obstacles aux fonctions des inspecteurs	A : 15 000 euros P : 1 an au plus	Lorsque ce délit a été puni de prison et qu'il y a récidive, la peine encourue peut être doublée
Non-respect des prescriptions techniques au terme d'un délai fixé par arrêté de mise en demeure	A : 75 000 euros et/ou P : 6 mois au plus	A : 75 000 euros
Non-respect de mesures de surveillance ou de remise en état du site, au terme d'un délai fixé par arrêté de mise en demeure	A : 75 000 euros et/ou P : 6 mois au plus	A : 75 000 euros
Omission, pour les exploitants d'installations soumises à garanties financières, de déclarer la modification de leurs capacités techniques et financières	A : 75 000 euros et/ou P : 6 mois au plus	A : 75 000 euros
Infraction à une mesure de fermeture, de suppression ou de suspension administrative ou à une mesure judiciaire d'interdiction, à mise en demeure de procéder à la mise à l'arrêt définitif	A : 150 000 euros P : 2 ans au plus	Lorsque ce délit a été puni de prison et qu'il y a récidive, la peine encourue peut être doublée

Date de mise à jour : 27/02/2020

3.2 La responsabilité pénale des personnes morales

La responsabilité de la personne morale est la responsabilité de la société en tant qu'entité juridique. Elle est assumée par le dirigeant de cette dernière.

Elle s'ajoute à la responsabilité pénale des personnes physiques et peut être engagée pour les infractions suivantes :

- Exploitation d'une ICPE sans autorisation requise ;
- Exploitation d'une ICPE en infraction à une mesure de fermeture, de suppression ou de suspension.

4. Evaluation environnementale des projets

4.1 Contexte

L'évaluation environnementale résulte de la transposition française de la directive européenne 2001/42/CE, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. http://europa.eu/legislation_summar...

Cette directive pose le principe selon lequel les plans et les programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et qui, en outre, fixent le cadre de décisions d'aménagements et d'ouvrages, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption.

La directive a été transposée en droit français dans différents codes :

- les articles L. 122-4 à L. 122-11 et R. 122-17 à R. 122-24 du code de l'environnement pour les plans et programmes ;
- les articles L. 121-12 à L. 121-15 et R. 121-14 à R. 121-17 du code de l'urbanisme pour les documents d'urbanisme.

4.2 Les principes

L'évaluation environnementale est une démarche continue et itérative, réalisée sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du porteur de projet. Elle doit permettre au maître d'ouvrage d'analyser les effets sur l'environnement d'un plan ou programme et de prévenir ses impacts sur l'environnement. Cette analyse comporte :

- État des lieux de l'environnement ;
- Impacts prévisibles ;
- Justification des choix par rapport aux variantes envisageables ;
- Mesures pour éviter, réduire voire compenser les incidences sur l'environnement ;
- Résumé non technique.

La démarche d'évaluation environnementale, pour être complète et pleinement pertinente, doit commencer le plus en amont possible, c'est à dire dès la conception des documents concernés.

L'intégration des préoccupations d'environnement doit être hiérarchisée en appliquant le triptyque éviter > réduire > compenser, c'est-à-dire qu'il faut chercher à éviter et supprimer les impacts avant de les réduire et, s'il reste des impacts résiduels significatifs, les compenser dans la mesure du possible.

La démarche d'évaluation environnementale s'accompagne de la production d'un document qui prend la forme d'un rapport environnemental pour les plans et programmes.

Une autorité compétente en matière d'environnement, l'autorité environnementale, donne son avis sur cette évaluation. Cet avis est rendu public lors de l'enquête publique ou toute autre forme de consultation du public.

4.3 Qui est soumis ?

Annexe à l'article R122-2 modifié par Décret n°2019-190 du 14 mars 2019 - art. 6

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l' article L. 515-28 du code de l'environnement .	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l' article L. 512-7-2 du code de l'environnement). c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l' article L. 515-32 du code de l'environnement , et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	f) Stockage géologique de CO ₂ soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	

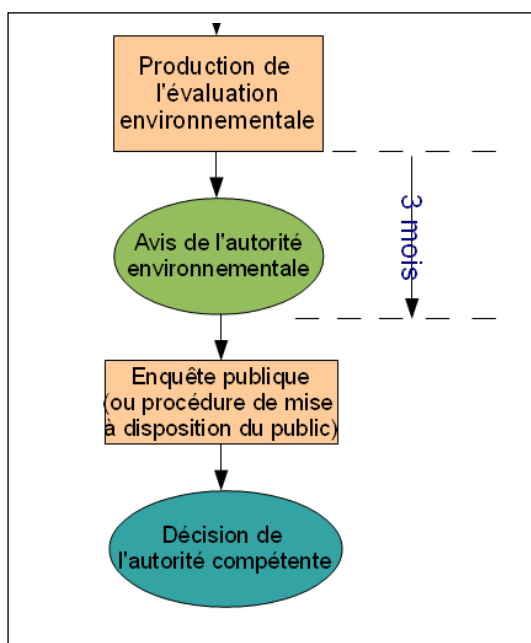
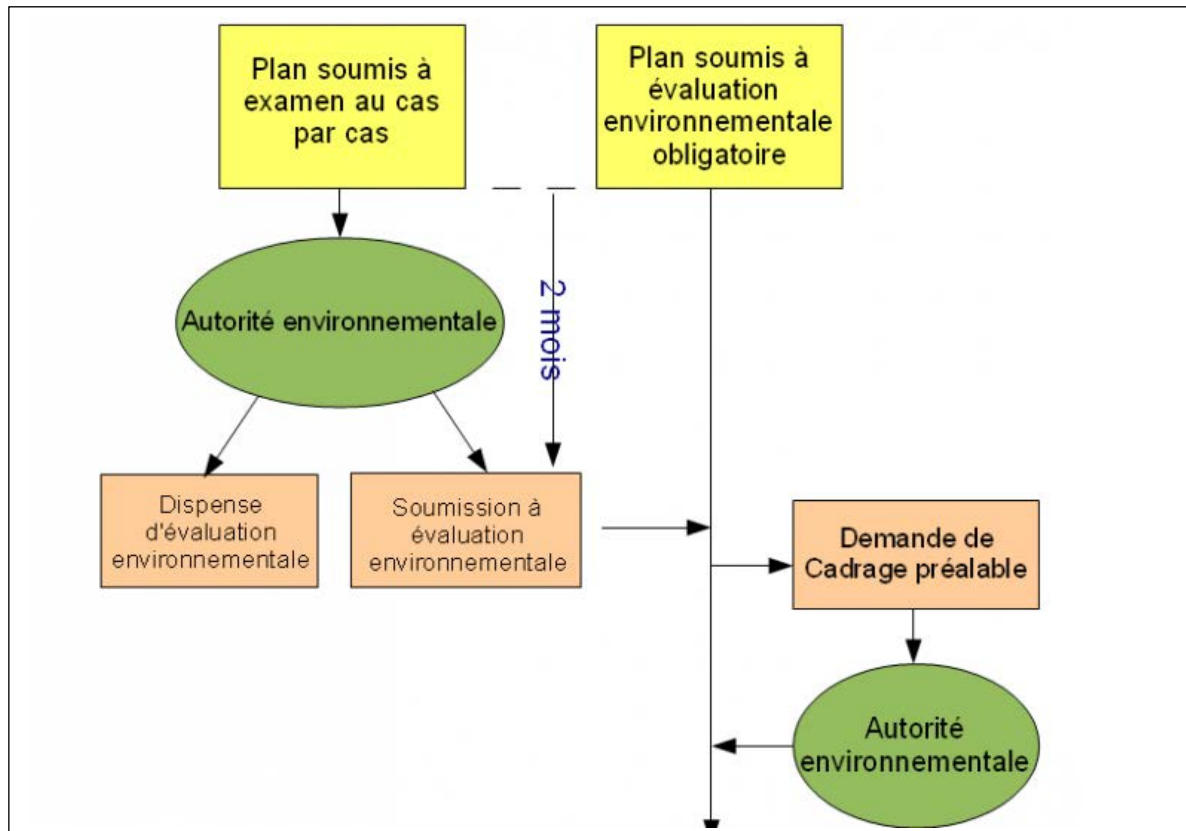
4.4 En pratique

A partir du 1er janvier 2013 entre en vigueur le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement.

La liste des plans et programmes soumis à évaluation environnementale est donc modifiée (Voir la rubrique "Évaluation environnementale des Plans et programmes).

De plus, certains plans et programmes devront faire l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale.

Le schéma ci-dessous décrit l'enchaînement des procédures



Les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.